



Pouria Amirshahi

Député de la 9e circonscription
des Français établis hors de France



Lettre d'information n°8, 2 février 2013

Mesdames, Messieurs,

Vous êtes très nombreux à m'écrire et je m'efforce, avec l'assistance de mes collaborateurs, de vous répondre dans les plus brefs délais. A en croire vos nombreux messages, les réponses et les interventions que je peux engager vont dans le sens que vous attendez.

Je souhaite également vous suggérer de participer à l'action pour le changement, en faisant part de propositions concrètes que vous aimeriez voir débattues et portées à l'assemblée nationale. Pour cela, il vous suffit de m'écrire directement ou via le site Internet (page contact). Dans l'attente de vous lire,

Votre député,
Pouria Amirshahi



Idées et actions



En lien avec la circonscription

Mali : aller sur le terrain



Pouria Amirshahi s'est rendu le 22 janvier à Bamako. Il y retourne les 3 et 4 février. A la rencontre des bamakois, français établis au Mali et responsables politiques et associatifs maliens. Il a également participé à plusieurs émissions pour rappeler les raisons de l'intervention de la France et des alliés du Mali. Il a plaidé pour un nouveau modèle de développement, durable et démocratique, qui est à terme la seule réponse au développement des trafics et des violences politiques dans la région du Sahel. Il faudra, enfin, un nouveau regard et de nouvelles pratiques dans la relation de la France avec l'Afrique. Depuis le discours de François Hollande à Dakar, une nouvelle route est tracée ; il l'a réaffirmée lors de son discours à Bamako. Mais il faudra tenir bon sur la voie d'une nouvelle politique africaine.

- >> Retrouvez [le compte-rendu vidéo de son déplacement](#)
- >> Retrouvez [le reportage sur Canal + sur ce déplacement à Bamako](#)
- >> Retrouvez [l'émission](#) sur LCP : mali, une guerre sans visage
- >> Retrouvez [l'émission sur Médiapart](#)

Six initiatives pour muscler la loi bancaire

Avec un vingtaine de députés, Pouria Amirshahi a rédigé une tribune dans la perspective de muscler la loi bancaire. Cette loi devra répondre aux difficultés que les pays ont rencontrées depuis la crise économique de 2008, dont les causes résident pour l'essentiel dans la financiarisation de l'économie, c'est-à-dire dans un système bancaire qui tourne le dos au besoin réel des particuliers et des entreprises pour ne vivre que de la spéculation. Avec l'argent des épargnants. Il présentera des amendements, avec d'autres députés.

- >> Retrouvez [la tribune](#) parue dans Libération

Solidarité avec Nadir Dendoune, journaliste retenu par les autorités irakiennes



Depuis plusieurs jours, le journaliste français Nadir Dendoune est détenu en Irak. Arrêté alors qu'il prenait des photos sans autorisation dans le quartier de Dora, dans le sud-ouest de Bagdad, il attend son inculpation. Bien qu'il n'ait pas demandé les autorisations préalables requises par les autorités (mais qui ne facilitent guère la liberté de la presse, chacun en conviendra), Nadir Dendoune, citoyen français et européen, est entré en toute légalité en Irak.

- >> Retrouvez [la lettre à Laurent Fabius](#)

Français de l'étranger : l'aide à la scolarité ne favorise plus les familles aisées



"La question est éminemment politique. La manière de la poser aussi. On peut se demander pourquoi les impôts des résidents français financeraient les frais de scolarité des 300 000 enfants d'expatriés qui, le plus souvent, paient leurs impôts hors de France. On peut aussi se demander pourquoi les petits Français du bout du monde n'auraient pas accès à une aide à la scolarité quand ceux qui grandissent en France ont une école gratuite. Ces questions prennent une résonance particulière avec le débat sur les exilés fiscaux et la raréfaction de l'argent public.

Au nom de la francophonie, la France dispose d'un réseau unique de 500 établissements dans 148 pays. Les financements publics ne permettent plus d'en couvrir tous les frais et les droits de scolarité demandés aux familles sont d'environ 4 000 euros annuels. Les familles françaises qui font le choix de ces établissements sont aidées par des bourses.

Ce dispositif, qui n'avait pas bougé depuis 1990, a été renforcé sous le mandat de Nicolas Sarkozy par le remboursement intégral des frais de scolarité des lycéens... Mesure prise à une époque où le fils du chef de l'État était scolarisé à New York, dans un établissement à 20 000 euros l'année."

- >> Retrouvez [la suite de l'article du Monde](#)

L'avenir de l'école en débat à Agadir !

Deux établissements scolaires français coexistent à Agadir, comme dans beaucoup d'autres villes. L'un est géré par l'AEFE, l'autre par l'OSUI. Depuis plusieurs années, progresse l'idée d'un rapprochement des deux établissements. L'idée peut être judicieuse mais soulève de nombreuses questions pour les familles. Pouria Amirshahi qui a été dès le mois de juillet interpellé sur cette question, a souhaité et demandé qu'une phase de concertation ait lieu avant toute prise de décision. Celle-ci a été engagée et il convient que chacun se sente pleinement associé aux réflexions : parents, personnels enseignants et personnels administratifs. C'est l'intérêt même de nos enfants.

- >> Retrouvez [la lettre de Pouria Amirshahi envoyée à Hélène Conway-Mouret](#), Ministre des Français de l'étranger au sujet des écoles d'Agadir

Prochains Déplacements

Pouria Amirshahi accompagnera la Ministre des Français de l'étranger à Bamako le 3 et 4 février et à Niamey le 5. Un prochain compte-rendu vous parviendra.

Visitez le site pouriaamirshahi.fr et retrouvez **les précédentes lettres d'information** de votre député.